

## DECLARATION DES DIRECTEURS DE SCIENCES PO AIX, LILLE, LYON, RENNES, STRASBOURG, TOULOUSE

Toulouse, le 5 avril 2013

Les directeurs des Instituts d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse, réunis le vendredi 5 avril à l'IEP de Toulouse déplorent la décision prise par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche d'amputer leur dotation de fonctionnement pour 2013 de 5 % et constatent la mobilisation grandissante de leurs étudiants et de leurs personnels contre ces mesures perçues comme inéquitables.

Cette décision, outre qu'elle a été annoncée très tardivement, vient amoindrir les moyens d'action d'établissements qui étaient déjà sous dotés.

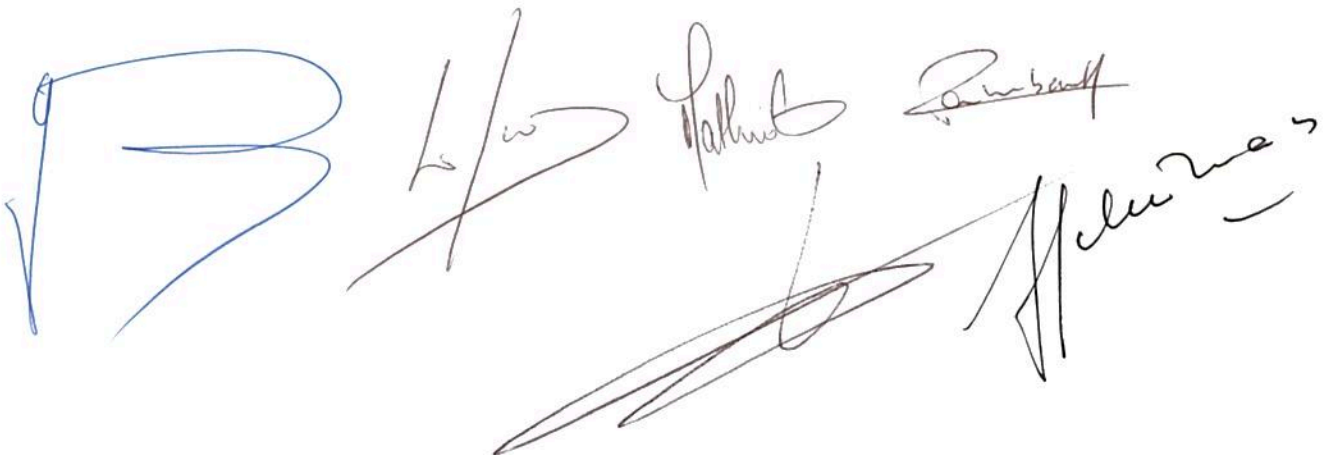
S'ils ne contestent pas le fait que les établissements d'enseignement supérieur doivent participer à leur niveau à l'effort de redressement des comptes publics, ils regrettent que cela se soit passé sans concertation, sans information préalable et, surtout, sans tenir compte à aucun moment des différences de moyens et de dotation publiques des établissements.

Les 6 Sciences Po travaillent depuis 2007 pour donner vie à un véritable réseau national. Ils organisent depuis 2008 le plus important concours de recrutement en France qui rassemble près de 11.000 candidats. Ils gèrent ensemble le plus important programme de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, le programme PEI, qui bénéficie à près de 2.500 collégiens et lycéens partout en France.

Leur engagement, sur leurs territoires respectifs et au plan national, au service des valeurs du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche est incontestable. La décision ministérielle, annoncée à chacun d'entre eux depuis le début du mois de mars 2013, s'inscrit à rebours de cette dynamique.

Ils constatent en outre que, à côté des obligations bien comprises que l'Etat doit remplir eu égard à leur statut d'établissements publics, la Fondation Nationale des Sciences Politiques a cessé purement et simplement d'assumer ses devoirs vis-à-vis des Instituts d'Etudes Politiques en région et fonctionne de facto au seul service de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, en contradiction flagrante des missions qui lui avaient été confiées à la Libération. En plus de bénéficier de l'avantage formidable que constitue une Fondation sui generis, l'IEP de Paris peut compter sur un appui budgétaire dont le niveau apparaît absolument hors de proportion avec ce qui est attribué aux IEP en région, et ce sans aucune justification sérieuse. La question de l'égalité territoriale est ici posée avec force.

Les directeurs demandent donc à Madame le Ministre de l'Enseignement Supérieur de bien vouloir engager rapidement avec eux une discussion sur les moyens, leur niveau et leur modalité de calcul, discussion qui intègre absolument la question posée par le rôle de la FNSP.



The image shows five handwritten signatures in blue ink, arranged horizontally. From left to right, they are: a large, stylized signature; a signature starting with 'L/w'; a signature starting with 'Palud'; a signature starting with 'Rimbert'; and a signature starting with 'H. L...'.